

Eau, biodiversité, santé publique, préservation des biens communs : DU COURAGE ET DES ACTIONS ! Cela se joue aussi à l'INRAE.

SUD Recherche soutient Les soulèvements de la terre.

Avec notre union syndicale Solidaires¹, nous appelons à la mobilisation et à signer la tribune [Appel aux soulèvements de la terre – Ce qui repousse partout ne peut être dissous](#).

Dans le texte ci-dessous nous revenons sur l'importance de la recherche publique pour repenser et changer en profondeur notre société, indépendamment des intérêts privés et d'une vision à court-terme.

Il est temps d'écouter les alertes des scientifiques et de passer à l'action pour défendre le bien commun.

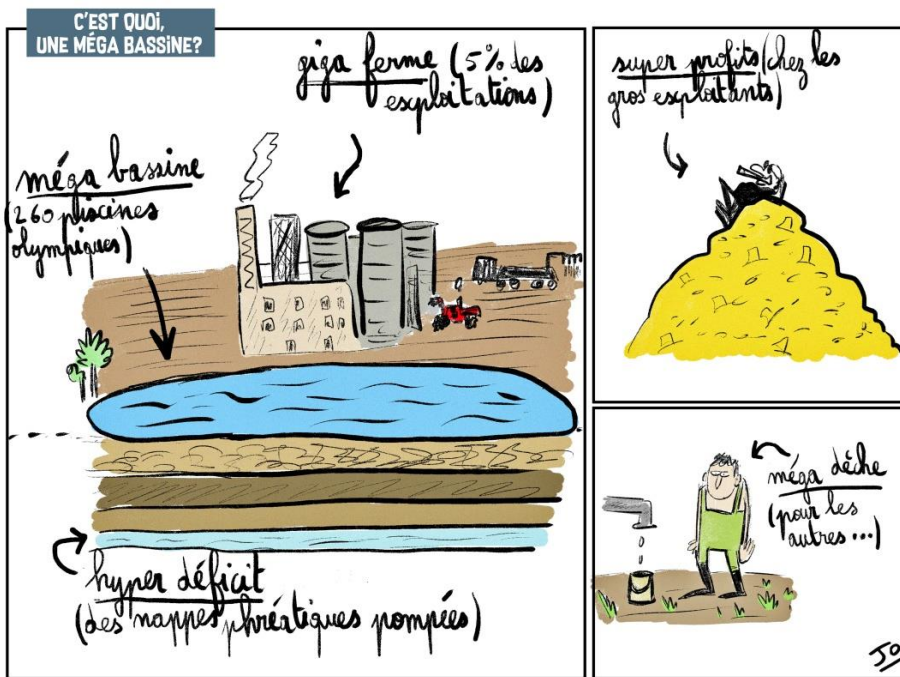
Les élu-es SUD se sont exprimé-es mardi 23 mai au CSA INRAE, la nouvelle instance nationale qui remplace le Comité Technique (CT). Ils ont abordé de façon critique l'orientation des recherches de l'INRAE en réponse à des enjeux environnementaux et sociétaux de plus en plus pressants. Nous revenons ici sur ce qui s'est dit à ce CSA et les positions que nous y avons prises.

Nos propos liminaires soulignaient le contraste entre l'action militante à Sainte Soline et les propos tièdes de la direction d'INRAE dans l'édito « Sobriété sur l'eau » du n°32 d'Aessentiel

A propos du Varenne de l'eau, en octobre 2021, SUD alertait en Conseil d'Administration (CA) sur le détournement opéré par la FNSEA et quelques organisations qui piétinent l'intérêt général [\[lien\]](#). La direction de l'INRAE, en participant au lancement de ce Varenne, donnait de fait des gages à un dispositif qui ne remet guère en cause les pratiques les plus contestables des usages de l'eau en agriculture. Face aux problèmes croissants de la disponibilité en eau qui questionnent le maintien de certaines cultures « hydrophages » associées à des systèmes agricoles intensifs et spécialisés, nous constatons qu'en termes de cadrage des débats sur les options de transition, la création de nouvelles réserves de substitution a été validée sans réflexion vers la réorientation pour de nouvelles cultures et de nouveaux modèles moins gourmands en eau. La manifestation de Sainte Soline a été durement réprimée par l'usage démesuré d'une violence

opérée par l'Etat, dont nous, syndicalistes SUD, avons été témoins le 25 mars. Les vrai-es « vandales² » sont celles et ceux qui en choisissant l'inaction climatique mettent en danger le patrimoine vivant, les vrai-es « extrémistes » sont celles et ceux qui assurent le maintien de ce système mortifère par la force.

Le plan d'investissement France 2030 brille par un solutionnisme technologique triomphant : « numérique, robotique, génétique », sans proposition d'une approche systémique, comme l'a confirmé en mars, la présentation par M. Macron du plan Eau gouvernemental. Aussi en avril nous avons été surpris et déçus par l'édito « Sobriété sur l'eau » du n°32 d'Aessentiel,



10 jours après la manifestation à Sainte Soline. La direction INRAE y est fidèle à sa stratégie du « en même temps », de la « coexistence des modèles agricoles », discours qui profite avant tout au maintien de l'ordre... établi. Ce qui interpelle c'est,

¹ <https://solidaires.org/sinformer-et-agir/actualites-et-mobilisations/communiqués/on-ne-dissout-pas-un-mouvement-nous-somme-les-soulevements-de-la-terre/>

² <https://aoc.media/opinion/2023/06/21/soulevements-de-la-terre-ou-sont-vraiment-les-vandales/>

d'une part le choix de s'exprimer à ce moment, collé au calendrier de M. Macron, et dans un déni de toute autre actualité sur le même sujet. Après tout, une forme d'élégance ou de « neutralité » minimale aurait incité à faire l'édito sur un autre sujet et à temporiser un peu pour évoquer celui-ci. D'autre part, d'un institut de RECHERCHE sur l'AGRICULTURE, l'ALIMENTATION et l'ENVIRONNEMENT, on serait en droit d'attendre une analyse plus profonde des enjeux ; or que lit-on dans cet éditto ?

- « *A l'heure où la pression sur les ressources en eau est de plus ne plus forte (sécheresse estivale, faibles précipitations hivernales) [...] »* : Donc les « pressions » seraient les conditions climatiques ? Etrange ... ne serait-ce pas confondre causes, conséquences, éléments corrélés ... dans un joyeux amalgame ? Quid des pressions anthropiques et des usages de l'eau (notamment par certains modèles agricoles) ? La sécheresse ne saurait être assimilée à une pression extérieure qui pèserait sur la ressource en eau. C'est raisonner à l'envers. Les conditions météorologiques et l'état des masses d'eau sont les conséquences des mêmes pressions anthropiques. Ecrire qu'il n'y a pas assez d'eau parce qu'il fait sec et qu'il ne pleut pas assez, n'est pas vraiment sérieux ...
- Il faut donc que « *nous soyons sensibilisés à cette question et que nous soyons exemplaires dans notre gestion de l'eau à tous les niveaux que ce soit dans nos activités de recherche ou dans notre quotidien au travail* » : Allez, hop ! On réduit la taille des éprouvettes, on tire la chasse une fois sur deux dans les unités, on ne laisse pas couler l'eau si on se brosse les dents au travail et on aura bien contribué à l'effort général ! Là encore, ramener les problématiques à l'échelle des responsabilités et des efforts individuels n'est pas sérieux. Et pourtant des personnels Inrae travaillent et produisent des résultats sur ces sujets et montrent comment certaines formes intensives, spécialisées et industrielles, sont très très fortement consommatrices d'eau ; d'autres en sciences sociales produisent des connaissances sur le rôle des politiques publiques, des actions collectives et des transformations de pratiques individuelles (et sur l'articulation et les influences respectives de ces différents leviers de transformation) Pourquoi ces travaux ne semblent-ils pas percoler jusqu'à la direction qui préfère mettre la lumière dans son « Aessential » sur les petits gestes individuels plutôt que de s'aventurer dans une analyse critique du système. La crainte de fâcher la FNSEA empêche-t-elle à ce point de s'exprimer sur les mégabassines et les conflits qui s'y rattachent (par exemple et au hasard ...) ou de porter un discours critique (nourri scientifiquement) sur le système dominant en place ? travaux n'auront pas
- Et pour finir, un engagement à faire pour l'eau ce qu'on a si bien réussi à faire pour la « consommation énergétique » en s'appuyant sur un chiffre (« un gain de 10% sur notre consommation d'énergie ») dont on peut raisonnablement interroger les modalités de calcul : réduire réellement notre « consommation énergétique » à la hauteur de ce que le changement climatique nous impose demanderait une réflexion en profondeur et des réorientations drastiques de nos modalités de travail incluant l'abandon de certains sujets et travaux, l'abandon aussi des multiples déplacements en avion. On peut aussi s'étonner que cette analyse n'inclue pas la restauration collective de nos sites et l'impact des choix alimentaires subventionnés par l'établissement. En l'absence d'une réelle politique volontariste en ce sens de la direction d'INRAE, ce petit satisfecit final de l'éditto d'Aessential, destiné à fédérer et rassurer, s'apparente alors malheureusement à une vulgaire opération de communication.

Nos propos liminaires évoquaient aussi le plan de sobriété énergétique INRAE

Parmi les sujets à l'ordre du jour du CSA mardi 23 mai figurait le plan de sobriété énergétique INRAE. Nous apprécions que « Les enjeux de sobriété énergétique [soient] pleinement intégrés à la stratégie d'INRAE qui a élevé au rang de politique générale et de priorité collective sa stratégie Responsabilité sociale et environnementale (RSE). » Toutefois le plan présenté ici prône surtout un travail sur les comportements individuels par des : « *campagnes de sensibilisation des agents aux comportements individuels* », « *promotion des éco-gestes* », « *sensibilisation des occupants* », « *responsabilisation* » ... C'est utile mais cela n'apportera qu'une faible partie des réponses [[lien](#)]. **En tant qu'institut de recherche publique, notre responsabilité va au-delà des petits gestes !**

Prendre un peu de recul ?

Il faut bien reconnaître que ce gouvernement, qui répond avec beaucoup de zèle aux revendications d'une FNSEA de plus en plus jusqu'au-boutiste du productivisme agricole (cf le livre « Silence dans les champs » de Nicolas Legendre), n'aide en rien la direction de l'INRAE pour mettre en œuvre le plan stratégique 2030 que nous avons salué [[lien](#)]. Nous pensons que notre institut doit absolument mettre toutes ses forces et compétences au nom du bien commun. Il n'est plus temps de se laisser intimider : pourquoi l'étude internationale qui rencontre un grand écho en montrant le lien entre disparition des

oiseaux et agriculture intensive en intrants chimiques est-elle portée en France par le CNRS et pas l'INRAE ? Toutes ces organisations qui nous freinent pour avancer vraiment sur les alternatives porteuses d'espoir pour une planète vivable nous reprocherons dans 5 ans, dans 10 ans, de n'avoir (presque) rien en magasin pour parer, atténuer la catastrophe climatique et environnementale prélude à l'effondrement. Attention à ce que la recherche publique ne serve alors de bouc émissaire ! A l'heure des incohérences d'un gouvernement erratique qui reprend l'hypothèse +4°C tout en mettant « l'environnement sur pause » pour favoriser la réindustrialisation, le personnel et la société attendent un cap ambitieux et clair et du courage de la direction de l'INRAE.

Beaucoup de collègues INRAE, par leurs recherches, leurs expertises et leurs médiations, sont évidemment sollicités-es, mobilisés-es, investis-es sur ces enjeux. Mais pour beaucoup d'entre nous, le malaise est palpable, tant l'incohérence institutionnelle est apparente alors même que l'addition des compétences eau de l'IRSTEA et de l'INRA au sein du nouvel institut INRAE devrait nous obliger à une prise de position forte et courageuse du service public de recherche. A ce titre les orientations prises dans le PEPR ONE WATER sont une illustration du manque d'engagement de l'institut sur les ruptures de systèmes qu'il faut opérer d'urgence vers des productions économes en eau et une gestion sobre de cette ressource, liées aux choix des cultures et au mode de gestion et de protection des sols qui doit être un pilier dans la transition agroécologique.

C'est toute la politique de recherche de l'institut que nous devons questionner. Il nous est désormais insupportable de voir reprendre des mots clés de com' comme le pratiquent, par exemple, les départements PHASE et BAP dans leurs schémas stratégiques pour conclure que tout va pour le mieux dans la meilleure des recherches pour l'atténuation et la mitigation du changement climatique ! Aucune ambition de déplacement des moyens donc aucune réelle prise de conscience des enjeux ! Nous avons perdu 20 ans, il nous reste donc 6,5 ans d'ici 2030 pour (presque) tout changer. Notre budget de 1,080 milliard d'euros et un effectif salarié de 10 500 personnes nous obligent vis-à-vis de la société qui imagine que nous travaillons pour son avenir.

L'INRAE se positionne clairement aujourd'hui sur une agriculture durable économe d'intrants, d'eau. Nous l'avons souligné et le re-soulignons ici, nous approuvons cette priorité. Néanmoins au vu des urgences actuelles, une affirmation plus nette encore pourrait être défendue afin de marquer la rupture avec les logiques passées qui nous ont entraînées dans des impasses et la catastrophe planétaire actuelle. Cette rupture, une grande partie de la jeunesse nous la demande pour un monde vivable dans quelques décennies. SUD-Recherche-Inrae demande plus que jamais que nous fassions un état des lieux et un débat interne de nos recherches qui favorisent les modes de productions agricoles consommatrices de ressources et en particulier d'eau, et que nous réfléchissions collectivement à leur réorientation de toute urgence. Il est probable que certains de nos partenaires historiques s'élèveront contre cette proposition mais avons-nous réellement le choix aujourd'hui au vu des derniers constats et rapports scientifiques?